



Assemblée générale

Distr. générale
10 septembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Cinquième Commission
Point 138 de l'ordre du jour provisoire*
Projet de budget-programme pour 2022

Incidences sur le budget-programme des recommandations et décisions figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

**État présenté par le Secrétaire général conformément
à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

Résumé

Dans son rapport à l'Assemblée générale ([A/76/297](#)), le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a présenté le montant total des prévisions de la Caisse pour l'exercice 2022 ayant une incidence financière sur le budget-programme de l'Organisation des Nations Unies. Conformément aux dispositions de l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée, le Secrétaire général fait état, dans le présent rapport, des incidences que les recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte auront sur le budget ordinaire de l'ONU si elles sont adoptées par l'Assemblée.

Au moment de l'établissement des projets de budget-programme pour 2022 (budget ordinaire), le budget de la Caisse pour 2022 n'était pas terminé et n'avait pas été examiné par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'Assemblée générale. Un montant de 4 885 000 dollars (4 982 700 dollars après actualisation des coûts), correspondant au montant du crédit ouvert pour 2021, est demandé dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2022 pour financer la part des dépenses imputable au budget ordinaire qui devra être remboursé par l'Organisation à la Caisse.

Compte tenu des propositions et recommandations du Comité mixte, la part du budget ordinaire pour 2022 s'élèverait à 5 065 600 dollars, soit une augmentation de 82 900 dollars par rapport aux prévisions initiales de 4 982 700 dollars figurant dans le projet de budget-programme pour 2022 au titre du budget ordinaire.

* [A/76/150](#).



Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section III du présent rapport. Si l'Assemblée approuve les recommandations et les décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le budget ordinaire pour l'exercice 2022 augmenterait de 82 900 dollars.

I. Introduction

1. Au chapitre 1 (Politiques, direction et coordination d'ensemble) du projet de budget-programme pour 2022, des ressources ont été prévues pour couvrir la part des dépenses du secrétariat de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui incombe à l'ONU.

2. Au moment de l'établissement des projets de budget-programme, le budget de la Caisse pour 2022 n'était pas terminé et n'avait pas été examiné par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et l'Assemblée générale. Le présent état des incidences sur le budget-programme porte sur les incidences financières sur le budget ordinaire qu'auraient les décisions du Comité mixte si elles étaient approuvées par l'Assemblée lorsqu'elle examinera le projet de budget de la Caisse pour 2022.

3. Un montant de 4 885 000 dollars (4 982 700 dollars après actualisation des coûts) correspondant au montant des crédits ouverts pour 2021 est demandé dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2022 pour financer la part des dépenses du secrétariat central de la Caisse imputable au budget ordinaire. Par ailleurs, 3 110 100 dollars devront être remboursés par les fonds et programmes des Nations Unies.

II. Incidences pour l'ONU des recommandations figurant dans le rapport du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

4. Le coût des services fournis à l'ONU par la Caisse au titre du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies est estimé à 8 304 200 dollars (après actualisation des coûts) dans le rapport du Comité mixte ([A/76/297](#)).

5. Conformément aux procédures établies, ce montant serait réparti entre le budget ordinaire de l'ONU et les budgets des fonds et programmes des Nations Unies. Compte tenu des données les plus récentes sur le nombre de participants à la Caisse, qui figurent à l'annexe II du rapport du Comité mixte, la part imputable au budget ordinaire de l'ONU serait de 61,0 % et celle imputable aux fonds et programmes de 39,0 %. Si l'on applique ces pourcentages au montant total de 8 304 200 dollars, la part imputable au budget ordinaire s'établit à 5 065 600 dollars et celle imputable aux fonds et programmes, à 3 238 600 dollars. Comme un montant de 4 982 700 dollars (après actualisation des coûts) est déjà demandé au chapitre 1 du projet de budget-programme, il faudrait augmenter cette somme de 82 900 dollars (après actualisation des coûts), soit la différence entre l'estimation initiale de la part imputable au budget ordinaire (4 982 700 dollars) et l'estimation finale (5 065 600 dollars).

III. Conclusion et décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

6. L'adoption par l'Assemblée générale des recommandations et décisions du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies entraînerait des dépenses supplémentaires d'un montant de 82 900 dollars au titre du chapitre 1 (Politiques, direction et coordination d'ensemble) du projet de budget-programme pour 2022. Le montant de 82 900 dollars serait prélevé sur le fonds de réserve pour 2022 et devrait faire l'objet d'une ouverture de crédits par l'Assemblée.